

Regards sociologiques sur le féminisme contemporain - Conférence de Francine Descarries à l'occasion du 30e anniversaire du CSF

Conférence de Francine Descarries à l'occasion du 30e anniversaire du CSF - Regards sociologiques sur le féminisme contemporain. Mai 2003.

Date de publication : 2003-05-01

Auteur : Conseil du statut de la femme

REGARDS SOCIOLOGIQUES SUR LE FÉMINISME CONTEMPORAIN

Communication présentée par Francine Descarries, Ph.D., professeure au Département de sociologie de l'UQÀM et directrice universitaire de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes à l'occasion du colloque « 30 ans d'action, ça porte fruit ! », marquant le 30^e anniversaire du Conseil du statut de la femme du Québec, à Montréal, le 23 mai 2003.

Lors d'un récent sondage SOM-*La Presse* (6 mars 1999), à la question « selon vous, une femme ferait-elle un premier ministre : moins bon, meilleur ou égal à un homme », 91 % des personnes rejointes avaient répondu qu'elles croyaient qu'une femme pouvait faire un premier ministre d'égale ou de valeur supérieure à un homme.

Certes, il reste effectivement à l'élire cette femme première ministre à la tête de l'État québécois ou de l'État canadien, mais l'on peut tout de même mesurer l'ampleur des mutations des valeurs et des représentations sociales que concrétise une telle opinion à l'aune d'une des nombreuses déclarations d'un Henri Bourassa publiées dans les pages du *Devoir* en 1919 :

« L'introduction du féminisme sous sa forme la plus nocive est la femme-électeur. Celle-ci engendrera bientôt la femme-cavaleur, la femme-télégraphe, la femme-souteneur d'élections, puis la femme-député, la femme-sénateur, la femme-avocat enfin, pour tout dire en un mot; la femme homme, le monstre hybride et répugnant qui tuera la femme-mère et la femme-femme. »

Sans aucun doute, les jours sont révolus, du moins dans les sociétés industrielles avancées, où un autre farouche opposant au droit de vote des femmes, Olivar Asselin (11 février 1922) pouvait écrire en toute impunité, et cela, sans même entacher sa réputation d'homme progressiste et épris de justice sociale :

« Quelque temps qu'elle consacre à la politique, la femme n'y apportera jamais qu'une intelligence relativement inférieure. Ce phénomène s'explique uniquement par certaines infériorités congénitales, identiques à l'infériorité de taille dont souffre la femelle du haut en bas du règne animal. »

L'antiféminisme, la preuve a été faite ailleurs, demeure un compagnon constant de l'histoire du mouvement des femmes et la courbe de ses manifestations a suivi celle des avancées de la lutte des femmes. Qui plus est, lorsque cette lutte est dénoncée comme « dangereuse » pour l'équilibre de la nation, comme ce fut le cas dans le passé, ou encore lorsqu'elle est, comme aujourd'hui, dénaturée en guerre des sexes, l'antiféminisme parvient à rallier hommes et femmes pour dénigrer ou dénoncer un mouvement social dont les valeurs fondamentales sont, à l'heure actuelle au Québec, celles d'égalité, de démocratie et de justice sociale.

En effet, le projet de changement qui est à la base du féminisme, quelle que soit l'époque considérée, ne cesse de faire peur. Les bouleversements qui en ont découlés alimentent une certaine ambivalence à l'égard de l'égalité entre les sexes et de ses conséquences. Inquiétudes et ambivalence qui mènent trop souvent à l'expression d'une nostalgie passéiste fondée sur

l'illusion que l'humanité se porterait peut-être mieux si les femmes acceptaient de reprendre leur « vraie place » et de se comporter comme de « vraies femmes ». L'antiféminisme qui en résulte est alors présenté en quelque sorte comme un « antidote » au mouvement des femmes. Or, qu'en est-il du mouvement des femmes québécois ?

Réalité aux multiples visages, variables dans le temps et l'espace, le mouvement des femmes au Québec, depuis sa résurgence contemporaine dans les années 1960, a été traversé par différents courants politiques et théoriques et s'est engagé dans des causes variées et multiples. Depuis plus de quarante ans maintenant, il représente un lieu de mobilisation et un acteur significatif de la vie politique qui aura notamment permis de remettre en question une conception « naturaliste » du destin des femmes et le prétendu caractère universel des notions de citoyenneté et de droits, mettant ainsi un terme, pour reprendre une expression d'Alain Touraine¹, au « monopole du sens et du pouvoir dont disposaient les hommes ».

À titre de précision, mais toujours au risque de simplifier indûment, j'ajouterais que le mouvement des femmes québécois est un mouvement social multiforme qui se déploie sous l'aspect d'une vaste courbure de discours, de pratiques et d'actions politiques ponctuelles dont la convergence contemporaine est, non seulement de revendiquer une redéfinition du rôle des femmes et la reconnaissance de leurs droits, mais encore de représenter un mouvement sociopolitique qui porte un projet alternatif de société et qui propose une autre façon de penser et de vivre l'identité citoyenne des femmes.

À partir de cette définition, il importe de retenir que le sens du féminisme contemporain, comme le soulignait Diane Lamoureux² dans *l'Amère patrie*, s'actualise non seulement autour de l'enjeu « d'insérer les femmes dans la société », mais relève également d'une volonté de transformer les structures sociales, et tout particulièrement le couple patriarcat-capitalisme néolibéral, pour rendre possible une telle insertion.

Pour mieux comprendre les différentes facettes sous lesquelles s'actualise aujourd'hui le mouvement des femmes québécois, il me semble important de faire un bref retour sur les différentes phases qui ont marqué son évolution contemporaine. Ainsi, je dirais que la période qui s'échelonne de la fin des années 1960 au début des années 1980 aura été caractérisée par un féminisme sociopolitique militant qui connaîtra son apogée à la fin des années 1970. Partie prenante de l'effervescence sociale d'alors, cette période est animée par une volonté de transformer les discours, les règles et les normes sociales qui sanctionnent alors la dynamique sexuée des rapports sociaux. Traversée par plusieurs courants idéologiques aux divers degrés de radicalisme, cette phase du militantisme féministe est marquée par des luttes collectives, souvent spectaculaires, pour revendiquer l'autonomie socio-économique et juridique des femmes, obtenir le contrôle de leur corps et de leur fécondité et s'assurer la collaboration de l'État québécois comme agent « facilitateur » de leurs visées d'affirmation et d'égalité. Ce sont d'ailleurs les pressions exercées par le mouvement des femmes qui mèneront, en 1973, à la création du Conseil du statut de la femme³.

¹ Alain TOURAINE. *Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents*, Paris, Fayard, 1997, p. 226.

² Diane LAMOUREUX. *L'amère patrie*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2001.

³ CLIO (Collectif). *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le jour éditeur, 1992 (édition entièrement revue et mise à jour).

Avec les années 1980, le visage du féminisme québécois se modifie progressivement. Là comme ailleurs dans la société québécoise, les actions collectives à grande échelle se font plus rares. Par ailleurs, les groupes de femmes s'y multiplient et étendent leur rayonnement à la base. Le féminisme se distingue donc, au cours de cette période, par une militance plus pragmatique, mais aussi plus morcelée. Ses interventions, plus directement axées sur la résolution de problèmes concrets vécus au quotidien par les femmes, entraînent, au fil des ans, l'implantation de centaines de groupes locaux, régionaux et nationaux de services et d'entraide communautaire dont nous bénéficions encore aujourd'hui, notamment dans les domaines de la santé, de l'avortement, de l'éducation populaire, de l'insertion sur le marché du travail et de la lutte contre la violence et l'isolement des femmes, et j'en passe. À ce jour, le réseau ainsi constitué représente le membership officiel du mouvement des femmes québécois et la source première de sa résilience.

Cette inscription au cœur de la quotidienneté des femmes a souvent été qualifiée de « féminisme de services »⁴, largement induit et consolidé par l'apport financier de l'État. Pour ma part, bien que consciente qu'une telle évolution rendait possible une opération de délestage des responsabilités sociales de l'État vers les groupes de femmes, je ne suis pas pour autant encline à retenir la seule appellation de « féminisme de services » pour caractériser l'orientation prise par le mouvement au cours de cette période. Je lui préfère celle de « féminisme d'intervention » ou de « féminisme en actes ». Car, en raison même de la priorité qui est alors accordée à l'intervention directe, il m'apparaît que cette dynamique a permis à un nombre considérable de femmes de prendre conscience des contraintes idéologiques, institutionnelles et structurelles qui présidaient à l'organisation de leur vie, de développer diverses expertises sociales et politiques et de se familiariser avec l'action militante. En fait, je considère que c'est largement en raison de l'existence de ces nombreux groupes de femmes que s'est forgée la possibilité de voir resurgir au Québec, au cours des années 1990, un mouvement sociopolitique dont l'appel à la démocratisation de ses luttes et à la diversification de ses assises sera largement entendu.

En effet, depuis le grand rassemblement de « Femmes en tête » qui, au début de la dernière décennie, soulignait le 50^e anniversaire de l'obtention du droit de vote par les femmes – rassemblement qui, par contre, a été marqué par des tensions avec différents groupes de femmes d'autres origines –, le mouvement des femmes québécois s'est efforcé d'adopter une posture analytique et stratégique susceptible de l'éloigner de la fiction homogénéisante et réductrice d'un amalgame « femmes ». Les projets théoriques et militants du féminisme se diversifieront et se complexifieront donc au fil des ans, tandis que les conceptions de l'égalité et de la libération qui les traversent se sont multipliées⁵, sinon entrechoquées⁶.

Les tensions, contradictions et problèmes stratégiques que sous-tend l'actuelle quête de solidarité entre les femmes, à l'origine du renouveau politique dont il est question ici, ne sont pas nouveaux au sein du mouvement des femmes. Déjà, depuis la fin des années 1970, bien avant les admonitions des postmodernes, la représentativité et le potentiel de rassemblement du

⁴ Diane LAMOUREUX. « Les services féministes : de l'autonomie à l'extension de l'État-providence », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 3, n° 2, p. 33-43.

⁵ Huguette DAGENAIS. « Méthodologie féministe et anthropologie : une alliance possible », *Anthropologie*, vol. 11, n° 1, 1987, p. 11-44.

⁶ Francine DESCARRIES et Shirley ROY. *Le mouvement des femmes et ses courants de pensée : essai de typologie*, Ottawa, documents de l'ICREF, n° 19, 1988; Francine DESCARRIES. « Le projet féministe à l'aube du 21^e siècle : un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 30, 1998, p. 179-210.

mouvement des femmes avaient été remis en doute par les critiques répétées de nombreuses femmes qui affirmaient ne pas se reconnaître dans un projet principalement pensé et animé par des femmes blanches, hétérosexuelles, appartenant à la classe moyenne. Collectifs de femmes immigrantes ou autochtones, lesbiennes ou activistes des groupes populaires, pour ne nommer que celles-là, elles ont été nombreuses à reprocher aux théories et pratiques féministes de passer sous silence leur situation respective. Elles ont amplement démontré que la seule évocation d'une condition féminine commune ou universelle, bien que politiquement efficace pour favoriser la mobilisation initiale, ne pouvait plus tenir la route face à la diversité des effets conjugués des rapports sociaux vécus par les femmes de conditions sociales diverses ou de cultures autres. L'ambition d'un unanimisme féministe a dû, il va sans dire, être abandonnée au profit de la promotion d'une adhésion solidaire, plutôt que consensuelle, à un projet féministe dont le rythme et les expressions seraient diversifiés et multiformes, sans toutefois compromettre ses principes fondamentaux en matière d'égalité et mettre en péril les acquis des femmes québécoises.

Plusieurs des stratégies développées au Québec par le mouvement des femmes, surtout depuis la Marche du pain et des roses en 1995, ont ainsi pris le relais de la lutte à la pauvreté, à la marginalisation des travailleurs et des travailleuses, à la violence et à l'exclusion sociale dont les femmes sont, de manière disproportionnée, les victimes. Dans la foulée de cet engagement, d'un projet politique socio-identitaire dans lequel des femmes, majoritairement de classe moyenne, s'étaient engagées à la fin des années 1960, le mouvement actuel prend de plus en plus la forme d'une vaste coalition aux multiples voix qui regroupe maintenant des femmes, et j'emprunte l'expression à Josée Belleau⁷, souvent « plus différentes que semblables » et « plus divisées économiquement qu'auparavant ».

Féminisme en actes, le mouvement des femmes québécois est donc traversé à l'heure actuelle par un agenda qui place les valeurs de pluralisme, de démocratie et de solidarité au cœur de sa réflexion et de ses pratiques. Agenda sociopolitique qui l'a amené dans le cadre de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, et encore plus près de nous, lors du Forum des femmes au Sommet des peuples en 2001, à se positionner comme acteur critique important sur les scènes politiques québécoise, canadienne et internationale et à tirer profit de la diversité des expériences vécues par les femmes d'ici et d'ailleurs. Et ceci, non seulement pour maintenir le cap sur l'élimination des processus sociaux sexués de division et de hiérarchisation à l'œuvre dans toutes les sociétés du monde, mais encore pour éviter que les luttes des femmes soient gommées ou continuellement subordonnées à celles d'autres mouvements sociaux ou quêtes identitaires⁸.

Devant les immenses progrès accomplis, tout comme devant tout le travail qu'il reste à faire pour que toutes les femmes accèdent à une véritable égalité de fait, comment expliquer que le mouvement des femmes québécois et surtout, devrais-je dire, le féminisme doivent encore se défendre contre l'indifférence, quand ce n'est pas contre l'opposition de segments non négligeable de la population, hommes et femmes réunis dont certains et certaines vont même jusqu'à le rendre responsable des problèmes qu'il dénonce et tente de combattre ? Évidemment plusieurs facteurs doivent être pris en considération pour amorcer une réponse à une telle

⁷ Josée BELLEAU. « Un mouvement aux voix multiples », *Relations*, mars 2000, p. 46-49.

⁸ Hélène LE DOARÉ. *Le féminisme, comme lieu pour penser et vivre diversité et solidarité*, conférence d'ouverture présentée au colloque annuel organisé par l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes, Montréal, 2001.

question. Je ne ferai ici que mentionner brièvement ceux qui m'apparaissent les plus déterminants.

D'une part, bien que la situation des femmes se soit grandement améliorée, il subsiste toujours au Québec, comme ailleurs, des valeurs et des pratiques patriarcales qui reconduisent et légitiment une division et une hiérarchie dans les rapports entre les hommes et les femmes; phénomène qu'accroissent pour une grande majorité de femmes l'économisation des rapports sociaux, le renforcement de la division sexuelle du travail et la libéralisation débridée de la circulation des capitaux, des biens et des services au cœur de l'actuel processus de mondialisation.

D'autre part, il va sans dire que l'augmentation des disparités et des clivages socio-économiques, politiques et culturelles entre femmes au sein de la société québécoise départage, encore plus qu'avant, les femmes entre elles, en raison à la fois des gains réalisés par les « gagnantes » sous la pression du féminisme et de l'impact du désengagement graduel de l'État du champ social sur lequel les femmes s'étaient largement appuyées au cours des dernières décennies pour exercer une citoyenneté participative et obtenir, au besoin, un soutien socio-économique.

De même, la déstabilisation et l'insécurité consécutives aux nombreux changements structurels et institutionnels découlant de la transformation des rapports de sexe et de l'implantation progressive de la mixité dans tous les domaines de la vie publique et familiale, une certaine grogne masculiniste ainsi que la réduction de l'indignation caractéristique des premières années du féminisme contemporain – en raison même de l'importance des batailles remportées – entretiennent une certaine résistance face au féminisme et sont fort souvent à l'origine de la difficulté, sinon du refus de plusieurs femmes, surtout parmi les plus jeunes, à s'identifier à un féminisme qu'elles perçoivent, à tort j'ose le croire, comme un féminisme d'opposition. Enfin, la recherche d'harmonie et de stabilité dans les relations amoureuses et familiales dans un contexte sociopolitique qui fait la promotion de l'immédiat, de l'individualité et de la réalisation de soi, tout comme la présence d'un discours qui, sous couvert d'égalitarisme ou de rectitude politique, cherche à convaincre que les femmes, comme les hommes, ont davantage perdu qu'ils ou elles n'auraient gagné à travers les luttes féministes servent non seulement à entretenir les rapports souvent paradoxaux que les femmes elles-mêmes entretiennent avec la tradition⁹, la famille, les rapports hommes-femmes, le travail, etc., mais alimentent aussi une ambivalence qui sert à discréditer la poursuite des luttes féministes et qui se trouve souvent résumée par la question suivante : est-ce que les féministes ne seraient pas allées trop loin ? Trop loin par rapport à quoi, serais-je tentée de répondre; trop loin par rapport à l'égalité, la justice sociale et la démocratie... est-ce possible ?

Dans un tel contexte, il est bien évident que la poursuite du projet féministe est constamment confrontée par des représentations sociales et des rapports sociaux complexes qui imposent la nécessité de penser et d'agir sur plusieurs fronts à la fois et obligent le mouvement des femmes à se redéfinir, à revoir son vocabulaire et à repenser ses actions. Pour conserver sa pertinence sociale, il ne fait aucun doute à mes yeux que celui-ci devra dans les années à venir approfondir sa compréhension de ce qui rassemble les femmes sans méconnaître ce qui les sépare, et ce qui

⁹ Conseil du statut de la femme. *Droits des femmes et diversité : avis du Conseil du statut de la femme*, [recherche et rédaction : Marie Moisan], Québec, le Conseil, 1997.

les rapproche ou les différencie également des hommes; qu'il devra aussi continuer à rallier les femmes autour de débats ou d'actions concertées, tout en évitant de succomber au leurre d'un consensus factice ou de céder aux pressions d'un relativisme culturel abusif qui mènerait à céder à des diktats patriarcaux qui restreignent arbitrairement, voire violemment, les droits et les libertés des femmes. Et, bien que de nombreuses initiatives aient favorisé, au cours de la dernière décennie, l'émergence de nouvelles alliances entre femmes de divers milieux, il reste notamment au mouvement des femmes québécois à multiplier les espaces communs de dialogues et d'actions et à augmenter la représentation des femmes des groupes minoritaires au sein de son leadership. Enfin, et j'ai présenté ce point de vue à moult reprises, bien que je comprenne le désir des femmes de transcender une logique de confrontation, il m'apparaît fondamental que le mouvement des femmes québécois conserve, même si cela se fait à travers de nouveaux mots ou de nouvelles stratégies, le caractère subversif qui est à l'origine de son émergence et de sa résilience. Car, tant et aussi longtemps que les mécanismes de marginalisation ou d'exclusion qui ont constitué son premier objet de revendication n'auront pas totalement disparu, tant que le patriarcat présidera à l'organisation des rapports sociaux de sexe, il me semble logique d'affirmer que l'enjeu fondamental du féminisme demeure le maintien de son adhésion militante aux objectifs de transformation des conditions qui légitiment toujours – en dépit des nombreux gains réalisés tant dans l'espace public que dans l'espace domestique –, ce que je ne peux m'éviter d'appeler, même si le terme fait peur à certaines ou est jugé ringard par d'autres, un rapport de pouvoir entre les hommes et les femmes.

Ceci dit, pour terminer sur une note plus optimiste et inviter à la mobilisation, on me permettra, en guise de conclusion, de réitérer ma conviction à l'effet qu'aucun autre mouvement social au Québec n'a entraîné, au cours du XX^e siècle, d'aussi profondes et permanentes transformations des systèmes de valeurs et des modes de vie des Québécois et des Québécoises que le féminisme. Merci.

RÉFÉRENCES

- BELLEAU, Josée. « Un mouvement aux voix multiples », *Relations*, mars 2000, p. 46-49.
- CLIO (Collectif). *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le jour éditeur, 1992 (édition entièrement revue et mise à jour).
- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME. *Diversité culturelle et religieuse : recherche sur les enjeux pour les femmes*, [recherche et rédaction : Marie Moisan], Québec, le Conseil, 1997.
- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME. *Droits des femmes et diversité : avis du Conseil du statut de la femme*, [recherche et rédaction : Marie Moisan], Québec, le Conseil, 1997.
- DAGENAIS, Huguette. « Méthodologie féministe et anthropologie : une alliance possible », *Anthropologie*, vol. 11, n° 1, 1987, p. 11-44.
- DESCARRIES, Francine. « Le projet féministe à l'aube du 21^e siècle : un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 30, 1998, p. 179-210.
- DESCARRIES, Francine et Shirley ROY. *Le mouvement des femmes et ses courants de pensée : essai de typologie*, Ottawa, documents de l'ICREF, n° 19, 1988.
- FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC. *Rapport d'activités 2000-2001*, Montréal, Fédération des femmes du Québec, 2001.
- FEMMES EN TÊTE. *De travail et d'espoir : des groupes de femmes racontent le féminisme*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1990.
- LAMOUREUX, Diane. *L'amère patrie*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2001.
- LAMOUREUX, Diane. « Les services féministes : de l'autonomie à l'extension de l'État-providence », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 3, n° 2, p. 33-43.
- LE DOARÉ, Hélène. *Le féminisme, comme lieu pour penser et vivre diversité et solidarité*, conférence d'ouverture présentée au colloque annuel organisé par l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes, Montréal, 2001.
- TOURAINÉ, Alain. *Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents*, Paris, Fayard, 1997.